

PLAN LOCAL D'URBANISME DE SAINT-ETIENNE

REGLEMENT DE LA ZONE N

LES TITRES I ET II DU REGLEMENT S'APPLIQUENT EGALEMENT DANS LEUR INTEGRALITE A LA ZONE N

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE N

CARACTERE DE LA ZONE :

Cette zone, en raison du caractère des éléments qui la composent, constitue un espace naturel qu'il convient de protéger dans le but de sauvegarder la qualité du paysage. Toute urbanisation est interdite dans la zone naturelle et forestière non indiquée à l'exception de l'extension, sous certaines conditions, des bâtiments d'habitation existants. Certains secteurs de la zone N à vocation particulière autorisent une constructibilité ciblée.

Cette zone est subdivisée en 6 secteurs :

- - **le secteur Na** constitué par les parcs urbains
- - **le secteur Nb** réservé au camping caravanning
- - **le secteur Nc** occupé par les cimetières où seuls, les cimetières et les activités liées à ces cimetières sont autorisés.
- - **le secteur Nd** qui admet uniquement les abris pour animaux et les activités qui y sont associées
- - **le secteur Ne** qui admet uniquement les serres horticolas
- - **le secteur Nj** destiné aux jardins familiaux.

Le **secteur Na** comporte en outre :

- - **le sous-secteur Nac** correspondant au parc musée du Puits Couriot
- - **le sous-secteur Nae** correspondant à une partie du parc urbain de Montreynaud

Par ailleurs, il sera fait application de prescriptions particulières dans la zone **N**, ses secteurs et sous-secteurs pour les indices suivants :

- - **indice "i"** : ces sites sont compris dans les zones submersibles définies par le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'Inondation. Toute construction est soumise à la réglementation du PPRNPI jointe en annexe du PLU.
 - - **indice "s"** : ces sites sont compris dans la zone de débordement (zone hachurée) définie par le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'Inondation. Toute construction est soumise à la réglementation du PPRNPI jointe en annexe du PLU.
 - **indice "r"** : correspondant au quartier du Crêt Coupé à Terrenoire qui présente des risques de glissement de terrain.
-
- Certaines parties de la zone **N**, indiquées au plan graphique, peuvent être soumises à des risques d'inondation liés aux eaux pluviales. Dans les secteurs concernés, les pétitionnaires devront prendre toute précaution nécessaire afin de limiter les risques pour les constructions et les aménagements qu'ils réalisent.
 - Les autorisations d'urbanisme doivent être compatibles avec les **orientations particulières d'aménagement de secteur** du PLU.

PLAN LOCAL D'URBANISME DE SAINT-ETIENNE

REGLEMENT DE LA ZONE N

SECTION I

NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

Article N 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Conditions d'application de l'article

Pour l'application du présent article, il convient de se reporter au document intitulé "Nomenclature des constructions" mis en annexe du règlement.

■ 1.1 – Sont interdits dans la zone N non indicée et dans l'ensemble des secteurs

- 1.1.1 - Les affouillements et exhaussements de sol qui ne sont pas nécessaires aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone. Cette règle ne s'applique pas au projet de construction des lignes électriques aéro-souterraines à 1 circuit 225 000 volts Rivière – Sanssac et Rivière – Trévas et des lignes 63 000 volts Bec - Rivière et Firminy Vert - Rivière.
- 1.1.2 - Les dépôts de ferraille ou de véhicules usagés
- 1.1.3 - Les carrières
- 1.1.4 - Les constructions d'intérêt public qui ne relèvent pas des transports par voie ferrée, de leur exploitation et fonctionnement (notamment stations et sous-stations électriques).
- 1.1.5 - Le changement de destination des constructions existantes. Cette disposition ne s'applique pas dans le secteur Nac.

■ 1.2 – Sont interdites dans la zone N non indicée et dans le secteur indicé "r"

- 1.2.1 - Toute occupation ou utilisation du sol incompatible avec la vocation de la zone, à savoir la protection des paysages, et notamment les constructions à usage d'habitation, d'industrie, d'artisanat et d'entrepôt, à usage agricole, de commerce, de service et de bureau
- 1.2.2 - Les constructions à usage d'équipement collectif qui ne relèvent pas des secours ou de la sécurité
- 1.2.3 – Les installations et aménagements suivants relatifs au camping / caravaning :
 - aménagement ou mise à disposition des campeurs de terrains de camping de façon habituelle
 - création ou agrandissement d'un terrain de camping
 - installation, en dehors des terrains de camping et parcs résidentiels de loisirs, d'une caravane lorsque la durée de cette installation est supérieure à trois mois par an
 - installation d'une résidence mobile au sens de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

■ 1.3 – Sont interdites dans le secteur Na

Les constructions qui ne sont pas strictement nécessaires au fonctionnement des parcs.

■ 1.4 – Sont interdits dans le secteur Nac

- 1.4.1 - Les constructions et équipements qui ne sont pas liés au parc musée du Puits Couriot.
- 1.4.2 - Le changement de destination des bâtiments existants sans lien avec le parc musée du Puits Couriot.

■ 1.5 – Sont interdites dans le sous-secteur Nae

Les constructions qui ne sont pas strictement nécessaires au fonctionnement des parcs, à l'exception des ouvrages techniques d'intérêt général nécessaires au fonctionnement des services publics ou liés à la voirie et aux réseaux divers.

■ 1.6 – Sont interdits dans le secteur Nb

Les constructions qui ne sont pas strictement nécessaires au fonctionnement des campings caravanings.

PLAN LOCAL D'URBANISME DE SAINT-ETIENNE

REGLEMENT DE LA ZONE N

- **1.7 – Sont interdites dans le secteur Nc**
Les constructions qui ne sont pas strictement nécessaires au fonctionnement des cimetières.
- **1.8 – Sont interdites dans le secteur Nd**
Les constructions qui ne sont pas strictement destinées à abriter les animaux, leur subsistance et les lieux d'activités auxquels les animaux sont associés.
- **1.9 – Sont interdites dans le secteur Ne**
Toutes les constructions à l'exception de serres destinées à la production horticole.
- **1.10 – Sont interdites dans le secteur Ni**
Les constructions qui ne sont pas strictement nécessaires au fonctionnement des jardins familiaux. Cette règle ne s'applique pas au projet de construction des lignes électriques aéro-souterraines à 1 circuit 225 000 volts Rivière – Sanssac et Rivière – Trévas et des lignes 63 000 volts Bec - Rivière et Firminy Vert - Rivière.
- **1.11 – Dans les secteurs indicés "r"**
Toute extension des bâtiments existants et reconstruction d'un bâtiment sinistré.
- **1.12 - Dans le périmètre d'un Site Patrimonial Remarquable (SPR)**
Toute occupation et utilisation du sol est également soumise aux dispositions du règlement du SPR joint en annexe du PLU.

Article N 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

- **2.1 - Dans la zone N non indicée et dans l'ensemble des secteurs**
 - 2.1.1 - Les constructions autorisées ne doivent pas réduire de façon sensible l'emprise ou la protection édictée en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages ou des espaces naturels.
 - 2.1.1 - Les annexes aux habitations existantes sont autorisées avec une implantation à 20m maximum du bâtiment principal, sur un seul niveau et dans la limite de 50m² maximum d'emprise au sol (total des annexes hors piscines).
Pour les extensions, l'implantation de piscines, d'annexes en zone N, la présente règle s'applique aussi pour les habitations existantes dont l'implantation est en zone U à condition qu'elles soient situées sur le même tènement que le projet.
- **2.2 - Dans la zone N non indicée et dans les secteurs, excepté les secteurs Nd et les secteurs indicés "i", "s" et "r"**
 - 2.2.1 - L'extension des bâtiments d'habitation existants est admise dès lors que la surface de plancher initiale des locaux est supérieure à 60 m² et que la surface totale de plancher n'excède pas 250m² (existant + extensions). Les constructions visées ne doivent pas compromettre la qualité paysagère du site.
L'extension des bâtiments d'habitation existants :
 - est limitée à 30% de la surface de plancher initiale des locaux et la surface totale de plancher (existant + extensions) ne doit pas excéder 250 m²,
 - est limitée à 15 % de l'emprise au sol initiale des locaux si elle n'a pas pour effet de créer de la surface de plancher.
 - 2.2.2 - En cas de destruction par sinistre, la reconstruction du bâtiment se fera sur le même terrain, sans changement de destination, dans la limite de la surface de plancher initialement bâtie à la condition que le bâtiment soit desservi par une voie de largeur suffisante.
- **2.3 - Dans les secteurs indicés "i" et "s"**
Toute occupation et utilisation du sol est soumise à la réglementation du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'Inondation jointe en annexe du PLU.
- **2.4 - En application de l'article L. 111-1-4 du code de l'urbanisme**, certaines constructions peuvent être interdites dans une bande de 75m de part et d'autre de l'axe de la RN 82 à l'entrée Sud de la Ville.
- **2.5 - Dans le périmètre d'un Site Patrimonial Remarquable (SPR)**
Toute occupation et utilisation du sol est également soumise aux dispositions du règlement du SPR joint en annexe du PLU.

PLAN LOCAL D'URBANISME DE SAINT-ETIENNE

REGLEMENT DE LA ZONE N

SECTION II

CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

Article N 3 - DESSERTE PAR LES VOIES ET ACCES

Voir le Titre II

Article N 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

Voir le Titre II

Article N 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé

Article N 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Conditions d'application de l'article

Les dispositions du présent article s'appliquent aux voies publiques et aux voies privées ouvertes à la circulation publique.

■ **6.1 - Les constructions seront implantées soit à l'alignement, soit en retrait.**

■ **6.2 - Implantation sur ligne de recul figurée au plan de zonage**

Lorsque au plan de zonage figure un trait continu de marge de recul, la construction devra s'implanter sur le trait figuré. Cette disposition n'est cependant applicable qu'en cas de reconstruction après sinistre ou démolition, et pour les constructions nouvelles.

■ **6.3 - Modification des ouvrages de transport et de distribution électrique**

Dans le cas de modification des ouvrages existants de transport et de distribution électrique (moyenne et haute tension) les règles du § .6.1 pourront ne pas être imposées. Il en est de même pour le projet de construction des lignes électriques aéro-souterraines à 1 circuit 225 000 volts Rivière – Sanssac et Rivière – Trévas et des lignes 63 000 volts Bec - Rivière et Firminy Vert - Rivière.

■ **6.4 - Constructions enterrées**

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions totalement enterrées.

■ **6.5 - Dans le périmètre d'un Site Patrimonial Remarquable (SPR)**

Il convient de se référer aux dispositions du règlement du SPR joint en annexe du PLU. En l'absence de prescriptions particulières, il sera fait application des règles définies par le présent article.

Article N 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Conditions d'application de l'article

Pour l'application du présent article, la hauteur est calculée par rapport au niveau du terrain naturel.

Lorsque la construction est en limite séparative, le terrain naturel pris en compte est celui de la parcelle concernée avant tous travaux de terrassement, et non celui de la parcelle voisine.

PLAN LOCAL D'URBANISME DE SAINT-ETIENNE

REGLEMENT DE LA ZONE N

■ 7.1 - Les constructions peuvent être implantées :

- soit à une distance minimale de 4 mètres des limites séparatives
- soit en limite séparative si elles répondent à une des conditions suivantes :
 - leur hauteur en limite séparative n'excède pas 4 m sur une distance de 4 m minimale comptée depuis la limite séparative,
 - la construction jouxte un mur pignon ou une façade aveugle implantée sur tènement voisin sans en excéder les dimensions.

■ 7.2 - Lorsque la construction n'est pas implantée en limite séparative, la différence d'altitude entre tout point de la construction, excepté les débords de toiture inférieurs à 50 cm, et le point le plus proche de la limite séparative doit être égale ou inférieure à la distance mesurée horizontalement entre ces 2 points sans que cette distance puisse être inférieure à 4 m

$$D \geq H \text{ avec } D \geq 4 \text{ m}$$

■ 7.3 - Modification des ouvrages de transport et de distribution électrique

Dans le cas de modification des ouvrages existants de transport et de distribution électrique (moyenne et haute tension) aucune règle n'est imposée au titre du présent article. Il en est de même pour le projet de construction des lignes électriques aéro-souterraines à 1 circuit 225 000 volts Rivière – Sanssac et Rivière – Trévas et des lignes 63 000 volts Bec - Rivière et Firminy Vert - Rivière.

■ 7.4 - Constructions enterrées

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions totalement enterrées.

■ 7.5 - Dans le périmètre d'un Site Patrimonial Remarquable (SPR)

Il convient de se référer aux dispositions du règlement du SPR joint en annexe du PLU. En l'absence de prescriptions particulières, il sera fait application des règles définies par le présent article.

Article N 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

■ 8.1- Les constructions doivent être implantées de manière à préserver l'ensoleillement des constructions voisines

Une distance d'au moins 4 mètres peut être imposée entre deux bâtiments non contigus.

■ 8.2 - Modification des ouvrages de transport et de distribution électrique

Dans le cas de modification des ouvrages existants de transport et de distribution électrique (moyenne et haute tension) une distance minimale de 4 m doit être maintenue entre l'ouvrage et les autres constructions autres que les annexes.

Article N 9 - EMPRISE AU SOL

Non réglementé

Article N 10 - HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS

Définition de la hauteur pour l'application du présent article

La hauteur d'une construction est la différence d'altitude entre tout point de celle-ci et l'altitude du terrain naturel à l'aplomb du point considéré ou du niveau fini de la voie, souches de cheminée et superstructures techniques exclues.

■ 10.1 – Dans la zone N et ses secteurs, à l'exception des secteurs Nac et Nd, la hauteur maximale (H) des constructions est de 9 mètres, à l'exception des annexes aux habitations dont la hauteur maximale est de 4 mètres.

● 10.1.1 – Cependant, dans le sous-secteur Nae

La hauteur maximale (H) des ouvrages techniques d'intérêt général nécessaires au fonctionnement des services publics ou liés à la voirie et aux réseaux divers est de 45 mètres.

PLAN LOCAL D'URBANISME DE SAINT-ETIENNE

REGLEMENT DE LA ZONE N

■ 10.2 - Dans le secteur Nac

Aucune hauteur maximale des constructions n'est imposée.

■ 10.3 - Dans le secteur Nd

La hauteur maximale (H) des constructions est de :

- 4 mètres pour les abris pour animaux
- 9 mètres pour les lieux destinés à l'activité des animaux et à abriter leur subsistance.

■ 10.4 - La hauteur maximale définie au présent article ne dispense pas du respect des règles de hauteur définies à l'article 7.

■ 10.5 - Dans le périmètre d'un Site Patrimonial Remarquable (SPR)

Il convient de se référer aux dispositions du règlement du SPR joint en annexe du PLU. En l'absence de prescriptions particulières, il sera fait application des règles définies par le présent article.

Lorsque pour une parcelle, les hauteurs prescrites par un SPR divergent de celles prescrites au PLU, c'est la hauteur la plus basse qui s'applique.

■ 10.6 - Modification des ouvrages de transport et de distribution électrique

Dans le cas de modification des ouvrages existants de transport et de distribution électrique (moyenne et haute tension), il n'est pas fixé de hauteur maximale. Il en est de même pour le projet de construction des lignes électriques aéro-souterraines à 1 circuit 225 000 volts Rivière – Sanssac et Rivière – Trévas et des lignes 63 000 volts Bec - Rivière et Firminy Vert - Rivière.

Article N 11 - ASPECT EXTERIEUR

■ 11.1 - POUR TOUT TYPE DE CONSTRUCTION

La construction ou l'opération d'aménagement, ne doit pas porter atteinte au caractère de la zone, à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains et ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les travaux, de réaménagement ou d'extension des bâtiments existants, doivent être réalisés dans le respect de la construction d'origine (forme, volume, matériaux, ...) et s'attacher à la mettre en valeur.

Un soin particulier sera apporté à l'intégration des alimentations et évacuations des fluides.

L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts d'un parement ou d'un enduit (moellon, parpaing) est interdit.

Constructions annexes

Pour les constructions annexes visées au 2.2.2, une couverture végétale est recommandée.

■ 11.2 - Dans les secteurs Nd et Ne

Les constructions doivent s'intégrer dans le paysage environnant. Le choix des matériaux et des coloris doit en réduire l'impact visuel.

■ 11.3 - Dans le secteur Nd

Les bâtiments doivent être composés de volumes simples, rectangulaires ou carrés pouvant être accolés.

Si le bâtiment présente une façade de plus de 50 mètres linéaires, il doit être fractionné en plusieurs volumes.

Les pentes de toiture doivent présenter deux pans par volume dans le sens convexe. Le faîtage doit être réalisé dans le sens de la plus grande dimension de la construction.

La couverture est réalisée en matériaux de finition identique à celui de la tuile en terre cuite rouge. Toutefois, un autre type de matériau est admis sous réserve d'être en harmonie avec le contexte naturel ou bâti.

PLAN LOCAL D'URBANISME DE SAINT-ETIENNE

REGLEMENT DE LA ZONE N

Seuls les matériaux naturels sont admis en façade. Le bardage métallique en façade est interdit.
Les teintes doivent être choisis dans la palette ci-dessous parmi les références suivantes :
- ton bois pour le bardage
- ton gris, gris sable ou gris beige pour le soubassement (proches des RAL 7037, 7030 ou 7006).

Les matériaux brillants sont interdits.

■ 11.4 - Dans le sous-secteur Nae

Les ouvrages techniques d'intérêt général, et notamment ceux de télécommunication, doivent faire l'objet d'un traitement architectural de qualité afin de s'intégrer au mieux à l'environnement.

■ 11.5 - Dans le secteur Nj

- L'aspect des abris de jardin devra être compatible avec l'environnement. Les matériaux utilisés devront être uniformes pour une même construction et, dans la mesure du possible pour tout un même secteur.
- La forme et le volume de chaque abri devront aussi, dans la mesure du possible, présenter une certaine uniformité.

Seuls sont admis :

Façade :

- bois teintés
- crépi

Toiture :

- tuiles rouges
- plaques ondulées en fibres ciment teintées dans la masse (couleur tuile).

Tenue des parcelles :

La tenue des jardins devra donner au secteur un aspect propre et agréable.

■ 11.6 - Dans le périmètre d'un Site Patrimonial Remarquable (SPR)

Il convient de se référer aux dispositions du règlement du SPR joint en annexe du PLU. En l'absence de prescriptions particulières, il sera fait application des règles définies par le présent article.

■ 11.7 - Modulation de la règle de hauteur

La hauteur maximale définie à l'article 10 pourra, pour des motifs d'insertions dans le site, être modulée en fonction du site environnant.

Article N 12 - STATIONNEMENT

■ 12.1 - Généralités

La réalisation de constructions et les travaux d'aménagement de constructions existantes entraînent l'obligation de réaliser des places de stationnement pour les véhicules suivant les règles définies dans le présent article.

Ces places de stationnement doivent être aménagées sur le terrain de l'opération ou dans son environnement immédiat, en dehors des voies publiques ou ouvertes à la circulation publique.

Les places de parking devront disposer d'un accès satisfaisant.

Lorsqu'elles sont liées à une opération d'habitat, ces places bénéficieront, de préférence, d'un accès direct. Pour les autres utilisations et occupations du sol, les constructions n'ayant pas un accès direct ne sont pas comptabilisées en tant que telles.

Un plan détaillé précisant le nombre de places de stationnement et les conditions de fonctionnement et d'accès des parkings, devra être joint à tout projet.

Le constructeur peut être tenu quitte de ces obligations en justifiant, pour les places qu'il ne peut réaliser lui-même, soit de l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou

PLAN LOCAL D'URBANISME DE SAINT-ETIENNE

REGLEMENT DE LA ZONE N

en cours de réalisation et situé à proximité de l'opération (à moins de 300 m), soit de l'acquisition de places dans un parc privé de stationnement répondant aux mêmes conditions.

Il peut être tenu quitte de ses obligations lorsqu'il est fait application du 3ème alinéa de l'article L.123-1-12 du Code de l'Urbanisme.

■ 12.2 - Règle minimale par type d'occupation du sol

Pour les occupations des sols suivantes et sous réserve du paragraphe 12.3 ci-après, le nombre de places de stationnement minimal à réaliser s'établit comme suit :

HABITAT

1 place pour 60 m² de surface de plancher d'habitation, sans qu'il puisse être exigé plus d'une 1 place par logement.

■ 12.3 - Aménagement des bâtiments existants

En cas d'aménagement ou d'extension des bâtiments existants, les règles minimales édictées au § 12.2 pourront ne pas être imposées, si l'extension :

- est limitée à 30 % de la surface de plancher initiale des locaux et la surface totale de plancher (existant + extensions) n'excède pas 250 m²,
- est limitée à 15 % de l'emprise au sol initiale des locaux si elle n'a pas pour effet de créer de la surface de plancher.

Article N 13 - ESPACES LIBRES, ESPACES BOISES CLASSES

■ 13.1 - Espaces libres

- 13.1.1 - Les arbres à haute tige seront conservés. Dans le cas exceptionnel où des arbres seraient abattus, ils seront remplacés par une essence à développement équivalent.
- 13.1.2 - L'équivalence de développement des espèces (notion de 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} grandeur) est définie en annexe du présent règlement.
- 13.1.3 - Le plan masse des constructions à édifier ou à modifier doit comprendre l'aménagement des espaces extérieurs avec des indications sur les plantations maintenues, supprimées ou créées.
- 13.1.4 - L'aménagement des espaces extérieurs doit s'adapter à la topographie et à la configuration du terrain ainsi qu'à la composition végétale préexistante lorsqu'elle est de qualité. En particulier, le niveau du sol au pied des arbres avant travaux sera respecté autant que possible.
- 13.1.5 - Si les bâtiments ou installations sont de nature, par leur volume, leur couleur ou leur activité, à compromettre la qualité des lieux environnants, il peut être prescrit l'aménagement d'écrans de verdure faisant appel à des essences locales.

■ 13.2 - Dans le périmètre d'un Site Patrimonial Remarquable (SPR)

Il convient de se référer aux dispositions du règlement du SPR joint en annexe du PLU. En l'absence de prescriptions particulières, il sera fait application des règles définies par le présent article.

■ 13.3 - Espaces boisés classés

- 13.2.1 - Les espaces boisés classés, indiqués aux plans de zonage, sont soumis à l'article L 130.1 du Code de l'Urbanisme.
- 13.2.2 - Les élagages en espaces boisés classés seront réalisés dans le respect de la physiologie et de l'esthétique de l'arbre; en cas de nécessité absolue due à la physionomie du site, les élagages nécessaires pourront être réalisés.

PLAN LOCAL D'URBANISME DE SAINT-ETIENNE

REGLEMENT DE LA ZONE N

- 13.2.3 – La représentation graphique des Espaces Boisés Classés figurant sur les plans de zonage ne peut être retenue en tant que mesure de protection lorsque cette représentation recouvre du bâti.

■ 13.4 - **Pour la totalité de l'article 13, il sera fait application des dispositions suivantes :**

La force des arbres **à la plantation** doit être suffisante pour leur permettre :

- De remplir le rôle pour lequel leur présence a été prescrite, à savoir embellir le paysage par l'apport de végétaux.
- De résister aux agressions du milieu urbain.

Il est préconisé : -une circonférence du tronc supérieure ou égale à ϕ (phi) 14-16 cm mesurée à 1 mètre de hauteur pour les feuillus, l'arbre étant d'une hauteur minimale de 3,50 mètres.

- une hauteur de 125 à 150 cm pour les conifères.